

5. DEPENSES		(En milliers de francs — In duizendtaljen franken)		5. UITGAVEN	
Art.	LIBELLES	1986		TEKSTEN	Art.
		Par article — Per artikel	Total — Totaal		
CHAPITRE 52					
522.01	Frais de bureau (pour mémoire) . . .	—		Bureaunkosten (pro memorie) . . .	522.01
524.01	Frais d'expertises	50		Expertisekosten	524.01
02	Frais d'hypothèques, actes notariés, mainlevées (pour mémoire) . . .	—		Hypotheekkosten, notariële akten, handlichting (pro memorie).	02
Totaux pour le chapitre 52			50	Totalen voor hoofdstuk 52.	
CHAPITRE 53					
533.01	Dépenses particulières proprement dites:			Eigenlijke bijzondere uitgaven:	533.01
	a) Dossiers étudiés	2 400		a) Ingestudeerde dossiers.	
	b) Dossiers à étudier	5 000		b) In te studeren dossiers.	
534.01	Remboursements (pour mémoire) . . .	—		Terugbetalingen (pro memorie)	534.01
Totaux pour le chapitre 53			7 400	Totalen voor hoofdstuk 53.	
CHAPITRE 56					
560.05	Consolidation des fonds de réserve (pour mémoire)	—		Consolidatie van reservefondsen (pro memorie).	560.05
CHAPITRE 57					
570.01	Versement à l'Etat (pour mémoire) . .	—		Storting aan de Staat (pro memorie)	570.01
Totaux pour les dépenses			7 455	Totalen voor de uitgaven.	

F. 87 — 2452

**Arrêté royal
relatif au stage des candidats réviseurs d'entreprises**

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat modifie les conditions d'accès à la qualité de réviseur d'entreprises d'une part dans le but d'harmoniser les règles en vigueur avec celles qui sont prévues par la directive 84/253/CEE du 10 avril 1984 concernant l'agrément des personnes chargées du contrôle légal des documents comptables et d'autre part en vue de permettre des passerelles entre la profession d'expert-comptable et celle de réviseur d'entreprises. Le texte de la loi confie au Roi le soin d'adopter les règles concrètes mettant en vigueur le nouveau système. Il s'agit de :

- déterminer le diplôme dont le candidat doit être porteur avant de pouvoir être admis au stage (art. 4, 4°);
- fixer les conditions de l'examen d'admission au stage (art. 17, 2°);
- déterminer les droits et obligations du maître de stage, du stagiaire, la composition et les attributions de la Commission du stage, les règles de la rémunération des stagiaires ainsi que les règles de discipline (art. 18);
- fixer les modalités de l'examen d'aptitude (art. 4, 5°).

Sur proposition du Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et après avoir tenu compte des avis émis par le Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises et le Conseil d'Etat, Je propose à la signature de Votre Majesté un texte comprenant toutes les mesures d'exécution de la loi qui concernent l'accès à la profession de réviseur d'entreprises.

N. 87 — 2452

**Koninklijk besluit
betreffende de stage van de kandidaat-bedrijfsrevisoren**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 21 februari 1985 betreffende de hervorming van het revisoraat wijzigt de voorwaarden die de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor regelen, enerzijds met het oog op de harmonisatie tussen de vigerende regels en de regels bepaald in de richtlijn 84/253/EEG van 10 april 1984 betreffende de erkenning van de personen die belast zijn met de wettelijke controle op de boekhoudstukken, en, anderzijds, met het oog op het inbouwen van overstapmogelijkheden tussen het beroep van accountant en van bedrijfsrevisor. In de tekst van de wet wordt de uitwerking van de concrete regels voor de toepassing van het nieuwe stelsel aan de Koning toevertrouwd. Het betreft :

- de vaststelling van het diploma dat de kandidaat moet bezitten voordat hij tot de stage kan worden toegelaten (art. 4, 4°);
- de voorwaarden die de toelating tot de stage bepalen (art. 17, 2°);
- het vaststellen van de rechten en plichten van de stagemeeester en de stagiair, van de samenstelling en de bevoegdheid der stagecommissie, van de regels in acht te nemen bij de bezoldiging van de stagiairs alsmede van de tuchtregels (art. 18);
- het programma en de voorwaarden van het bekwaamheidsexamen (art. 4, 5°).

Op voorstel van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en na rekening te hebben gehouden met de adviezen van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat en van de Raad van State, leg ik Uwe Majesteit een tekst ter ondertekening voor die alle uitvoeringsmaatregelen van de wet bevat die betrekking hebben op de toegang tot het beroep van bedrijfsrevisor.

Le règlement du stage des experts-comptables doit également être organisé en application de la loi du 21 février 1985 précitée. Le Gouvernement s'est engagé à assurer des passerelles entre les deux professions dans la mesure où celles-ci sont placées à un même niveau de compétence, sans préjudice au respect des règles de la 8e directive CEE. Il est difficile d'adopter dès à présent toutes les mesures que l'organisation de ces passerelles justifie. En effet, il paraît préférable d'attendre que le système d'accès à la profession d'expert-comptable ait pu fonctionner effectivement avant de déterminer avec précision la portée de ces passerelles. Aucun retard excessif ne sera cependant apporté dans la préparation de ce complément au présent règlement.

La Commission du stage

Dans les travaux préparatoires de la loi du 21 février 1985, tant le Gouvernement que le Parlement ont manifesté l'intention de ne pas porter atteinte aux caractéristiques essentielles de l'Institut et de ses organes. Comme par le passé, c'est la Commission du stage et le maître de stage qui assumeront l'essentiel de l'encadrement et de la formation pratique du stagiaire. Le travail administratif de la Commission du stage devenant de plus en plus lourd au fur et à mesure que le nombre de maîtres de stage et de stagiaires augmente, sa composition est élargie.

Il n'a pas été donné suite à la proposition du Conseil supérieur du Revisorat visant à introduire dans cet organe des personnes qui n'auraient pas la qualité de réviseur d'entreprises. Par contre, dans le but d'assurer que la Commission du stage prenne en considération les souhaits des utilisateurs de la certification délivrée par les réviseurs, il est prévu que l'Institut fera annuellement rapport au Conseil supérieur du Revisorat sur les activités de la Commission du stage et les activités de formation des stagiaires. Les membres de la Commission du stage sont désignés pour un an vu que la majorité de ceux-ci font partie du Conseil dont la composition varie d'année en année.

Diplômes requis

Ainsi qu'il était souligné dans l'exposé des motifs du projet de loi, l'expérience acquise établit qu'en règle générale l'exercice des missions de réviseur d'entreprises implique, compte tenu de l'accroissement rapide des exigences qui s'y rattachent, une formation de niveau supérieur normalement concrétisée par un diplôme de l'enseignement supérieur (Doc. parl. 552 (1982-1983) n° 1, p. 25).

Dans son avis, le Conseil supérieur du Revisorat souligne que, aussi bien la formation théorique que le jugement de cette formation devraient de préférence être organisés en dehors de l'organisation professionnelle ainsi que cela est le cas pour toutes les autres professions libérales. Toutefois, à l'heure actuelle et sauf exception, il n'existe pas de programme universitaire spécifiquement organisé en vue de répondre au besoin des professions de réviseur d'entreprises et d'expert-comptable.

Dès lors, il paraît utile de mettre au point un système souple n'imposant provisoirement aucune réforme fondamentale des programmes d'enseignement, mais permettant leur évolution progressive en fonction de l'expérience et des besoins. Le règlement ne fait choix d'aucun diplôme spécifique mais propose l'octroi de dérogations en faveur des personnes dont les connaissances théoriques ont été contrôlées sur base d'un examen de niveau universitaire.

La 8e directive CEE précitée établit une liste des matières dans lesquelles le réviseur d'entreprises doit avoir subi une formation. Cette liste est reprise sans addition dans le règlement. En vue d'offrir les garanties nécessaires d'équivalence au niveau européen, il est également prévu que les dispenses ne pourront être accordées qu'aux porteurs d'un diplôme de niveau universitaire (art. 7 de la 8e directive) et dans la mesure où un nombre d'heures suffisant d'études a été consacré pour chacune de ces matières.

La structure de l'enseignement économique dans notre pays incite le Gouvernement à proposer que les personnes qui sont titulaires d'un graduat en comptabilité soient également autorisées à accéder à la profession de réviseur d'entreprises. Par le passé, cette possibilité n'était soumise à aucune autre condition que l'agrément donné par le Roi. Désormais, dans la perspective d'une harmonisation européenne, il faudra tenir compte des articles 9 et 10 combinés de la 8e directive CEE. Il s'ensuit que les titulaires d'un graduat ne pourront accéder au stage de réviseur d'entreprises que dans

Met toepassing van de hogergenoemde wet van 21 februari 1985 moet ook het stagereglement van de Accountants worden vastgesteld. De Regering heeft de verbintenis aangegaan overstapmogelijkheden tussen beide beroepen in te bouwen, voor zover deze eenzelfde niveau van bevoegdheid veronderstellen en met naleving van de regels voorgeschreven door de 8e EEG-richtlijn. Het is moeilijk om nu reeds alle maatregelen te nemen die bij de organisatie van deze overstapmogelijkheden verantwoord zijn. Het lijkt inderdaad verkieslijk te wachten tot het stelsel van toegang tot het beroep van accountant daadwerkelijk functioneert, voordat de draagwijdte van de overstapmogelijkheden nauwkeurig wordt omschreven. Wel zal ervoor gezorgd worden niet overdreven lang te wachten met de voorbereiding van deze aanvulling bij onderhavig reglement.

De stagecommissie

Tijdens de voorbereidende werkzaamheden betreffende de wet van 21 februari 1985 hebben zowel de Regering als het Parlement hun bedoeling te kennen gegeven om de fundamentele kenmerken van het Instituut en zijn organen ongemoeid te laten. Zoals dat vroeger ook het geval was, zullen de stagecommissie en de stage-meester verder blijven zorgen voor de omkadering en de praktische opleiding van de stagiair. Aangezien de administratieve werkzaamheden van de stagecommissie verzwaren naarmate het aantal stagiairs en stagemeesters toeneemt, zal de samenstelling van de commissie verruimd worden.

Er wordt geen gevolg gegeven aan het voorstel van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat om in dit orgaan ook leden op te nemen die geen bedrijfsrevisor zouden zijn. Om te kunnen waarborgen dat de stagecommissie degelijk rekening houdt met de wensen van de gebruikers van de verklaring die door de revisoren wordt afgegeven, wordt daarentegen bepaald dat het Instituut jaarlijks aan de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat verslag zal uitbrengen over de activiteiten van de stagecommissie alsook over de activiteiten in verband met de opleiding van de stagiairs. De leden van de stagecommissie worden voor één jaar aangesteld aangezien de meerderheid deel uitmaakt van de Raad waarvan de samenstelling jaarlijks verandert.

Vereiste diploma's

In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp wordt onderstreept dat uit de opgedane ervaring blijkt dat de uitoefening van de taak van bedrijfsrevisor over het algemeen, en rekening houdend met de snelle evolutie van de hieraan verbonden vereisten, een opleiding op hoog niveau vergt, die in concreto gestalte krijgt in de vorm van een diploma van hoger onderwijs (Gedf. St. Kamer 552 (1982-1983), nr. 1, bl. 25).

In zijn advies legt de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisoraat er de nadruk op dat zowel de theoretische opleiding als de beoordeling over deze opleiding liefst los van de beroepsorganisatie worden georganiseerd, zoals dat ook gebeurt voor alle overige vrije beroepen. Nochtans bestaat er op het huidige ogenblik en behoudens uitzondering geen universitaire programma dat specifiek is opgevat om te beantwoorden aan de door het beroep van bedrijfsrevisor en van accountant gestelde eisen.

Bijgevolg is het nodig dat een soepele regeling wordt uitgewerkt die voorlopig geen fundamentele wijziging van de onderwijsprogramma's vergt, maar wel de mogelijkheid biedt om deze geleidelijk aan te passen, op grond van de opgedane ervaring en van de behoeften. In het reglement wordt niet voor een specifiek diploma geopteerd, maar wordt voorgesteld afwijkingen toe te staan voor personen wier theoretische kennis werd getest op basis van een examen op universitair niveau.

In de hogergenoemde 8e EEG-Richtlijn is een lijst opgenomen van de vakgebieden waarin de bedrijfsrevisor een opleiding moet hebben genoten. Deze lijst wordt zonder verdere aanvulling overgenomen in het reglement. Om de nodige waarborg te kunnen bieden op het vlak van de gelijkwaardigheid op Europees niveau, wordt ook bepaald dat vrijstellingen slechts aan de houders van een universitair diploma kunnen worden toegekend (art. 7 van de 8e Richtlijn) en in de mate dat er aan elk van de vakken een voldoende aantal studie-uren werd besteed.

De structuur van het economisch onderwijs in België zet de Regering ertoe aan om voor te stellen dat ook de personen die houder zijn van een graduatsdiploma « Boekhouding » toegang zouden krijgen tot het beroep van bedrijfsrevisor. In het verleden was de erkenning door de Koning de enige voorwaarde die ten aanzien van deze mogelijkheid bestond. Nu zal er in het raam van een Europese organisatie ook rekening moeten gehouden worden met de in hun onderlinge samenhang gelezen artikelen 9 en 10 van de 8e EEG-Richtlijn. Hieruit volgt dat de houders van een graduatsdiploma

la mesure où ils peuvent justifier de cinq années d'expérience pratique en plus de leur diplôme. Par ailleurs, ils devront présenter l'examen d'admission.

Pour les titulaires d'un diplôme de graduat ou d'un diplôme étranger obtenu dans une langue qui n'est pas une langue nationale, une épreuve de connaissance linguistique complète l'examen d'admission. Elle peut être présentée dans la langue du diplôme ou, pour les diplômés étrangers, dans la langue nationale choisie par le candidat.

En vue d'harmoniser les reconnaissances des diplômes entre l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et celui des Experts-Comptables, il est proposé, après une période transitoire, d'organiser la reconnaissance des diplômés de graduat au travers des réglementations relatives aux experts-comptables.

Statut social du stagiaire

Depuis la loi du 21 février 1985, il est possible à un réviseur d'entreprises d'exercer sa profession sous contrat d'emploi pour autant que l'employeur soit également un réviseur d'entreprises. Dès lors il doit en être de même pour les stagiaires. Le choix entre un contrat d'emploi ou un contrat de prestations de services indépendants doit être opéré par les parties et le Gouvernement n'estime pas que la priorité doive être donnée à l'une ou à l'autre formule.

Conformément à l'avis du Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises, la convention de stage est désormais complètement distincte de la convention régissant les modalités du statut social du stagiaire. Lorsque le stage ne s'effectue pas dans les liens d'un contrat d'emploi, il importe cependant que la Commission du stage surveille de façon adéquate la relation juridique entre le stagiaire et le maître de stage et principalement le niveau normal de la rémunération. Pour cette raison, il est prévu que le contrat est communiqué à la Commission du stage en même temps que la convention de stage.

L'engagement de ne pas prendre contact avec la clientèle du maître de stage pendant les trois ans qui suivent la fin du stage signifie que l'ancien stagiaire ne peut pas s'adresser de façon active à la clientèle de son ancien maître de stage; ceci n'exclut pas qu'il puisse être approché par les clients de ce dernier et accepter dans ce cas des missions qui lui seraient proposées. Il faut considérer que cette règle s'interprète comme une condition de validité de la convention de stage car elle a pour but d'éviter que le stage ne se déroule dans un climat de méfiance susceptible de porter préjudice à la bonne formation du stagiaire.

Durée du stage

La durée du stage est fixée par la loi à trois ans en principe. Moyennant certaines garanties prévues dans le règlement, cette durée peut être prolongée lorsque la formation du stagiaire est jugée insuffisante et principalement lorsqu'il a échoué à l'examen d'aptitude.

Conformément aux engagements européens, une exonération de l'obligation de stage est prévue pour les personnes qui ont acquis à l'étranger une qualité reconnue équivalente à celle de réviseur d'entreprises.

De la même manière, une exonération totale ou partielle de l'obligation du stage est prévue en faveur des experts-comptables inscrits depuis sept ans au tableau de l'Institut. Le terme de sept ans est un minimum. La réduction de la durée du stage dépendra notamment de la durée de l'expérience pratique effective dans le respect des articles 9 et 10 de la huitième directive. Une mesure transitoire a été introduite à la suggestion du Conseil d'Etat pour les experts-comptables qui ont été inscrits au tableau de leur Institut à l'occasion de sa création.

Selon l'observation du Conseil d'Etat, l'équivalence de la qualification des professionnels étrangers s'interprétera par rapport aux dispositions de l'arrêté royal. Il convient cependant de tenir compte de la situation particulière des personnes qui ont accédé depuis longtemps à la profession ainsi que de celles qui sont en cours de formation. Cette faculté est prévue par les articles 12 et 18 de la huitième directive auxquels le texte se réfère. De plus amples détails ne paraissent pas possibles vu le grand nombre de situations concrètes qui peuvent se présenter. La Commission du stage et le Conseil prendront leur décision en évitant toute discrimination injustifiée.

Règles déontologiques et disciplinaires

Les règles en vigueur en ce qui concerne le déroulement du stage pratique et la déontologie n'ont pas été fondamentalement modifiées. L'expérience a révélé que la Commission du stage de l'Institut

slechts toegang kunnen krijgen tot de stage van bedrijfsrevisor wanneer zij het bewijs kunnen leveren dat zij naast hun diploma ook nog over vijf jaar praktische ervaring beschikken. Ook zullen zij moeten deelnemen aan het toegangsexamen tot de stage.

Voor de houder van een graduatsdiploma of van een buitenlands diploma vult een proef van schriftelijke taalbeheersing het toelatingsexamen aan. Deze kan afgelegd worden in de taal van het diploma en, voor de buitenlandse diploma's, in de landstaal door de kandidaat gekozen.

Met het oog op de onderlinge erkenning van de diploma's door het Instituut der Bedrijfsrevisoren en door het Instituut der Accountants, wordt er voorgesteld dat na een overgangperiode de erkenning van de graduatsdiploma's zou worden georganiseerd via de reglementering m.b.t. de accountants.

Sociaal statuut van de stagiaire

Sinds de wet van 21 februari 1985 kan een bedrijfsrevisor ook in dienstverband werken op voorwaarde dat zijn werkgever eveneens bedrijfsrevisor is. Dezelfde mogelijkheid moet logischer wijze ook aan de stagiairs worden toegekend. De keuze tussen een arbeidsovereenkomst en een onovereenkomst voor het verstrekken van diensten als zelfstandige is een keuze die door de partijen moet worden gemaakt en de Regering oordeelt dat er geen bijzondere voorkeur moet gegeven worden aan een van beide formules.

Overeenkomstig het advies van de Hoge Raad voor het Bedrijfsrevisorat wordt er van nu af een volledig onderscheid gemaakt tussen de stage-overeenkomst en de overeenkomst die praktische punten van het sociaal statuut van de stagiair regelt. Wanneer de stage niet wordt gelopen binnen het kader van een arbeidsovereenkomst, moet de stagecommissie echter wel op de gepaste wijze toezicht uitoefenen op de juridische band tussen de stagiair en de stage meester en inzonderheid op het normale niveau van de bezoldiging. Om die reden is dan ook bepaald dat de overeenkomst samen met de stage-overeenkomst aan de stagecommissie zal worden meegedeeld.

De verbintenis om gedurende drie jaar die volgen op het einde van de stage-overeenkomst geen contact op te nemen met de cliënteles van de stage meester betekent dat de ex-stagiair zich niet actief tot de cliënteles van zijn vroegere stage meester mag richten; dit sluit evenwel niet uit dat hij door cliënten van deze laatste mag benaderd worden noch dat hij mandaten aanvaardt die hem worden voorgesteld. Men moet aannemen dat deze regel als een geldigheidsvereiste voor de stage-overeenkomst te interpreteren is, aangezien zij tot doel heeft te vermijden dat de stage verloopt in een klimaat van wantrouwen dat nadelig kan zijn voor de goede vorming van de stagiair.

Duur van de stage

De wet bepaalt dat de stageduur in principe drie jaar bedraagt. Met bepaalde waarborgen, die in het reglement zijn opgenomen, kan de duur van de stage worden verlengd, wanneer de opleiding van de stagiair onvoldoende wordt geacht en voornamelijk wanneer hij niet slaagt voor het bekwaamheidsexamen.

Overeenkomstig de Europese verbintenissen, wordt er een vrijstelling van de stageverplichting voorzien ten gunste van de personen die in het buitenland een hoedanigheid hebben verkregen die als gelijkwaardig met die van een bedrijfsrevisor is erkend.

Op dezelfde wijze bestaat er ook een gehele of gedeeltelijke vrijstelling van de stageverplichting ten voordele van de accountants die sinds zeven jaar op de ledenlijst van het Instituut zijn ingeschreven. De termijn van zeven jaar is een minimum. De inkorting van de stageduur zal o.a. afhangen van de duur van de effectieve beroepservaring, rekening houdend met de artikelen 9 en 10 van de achtste richtlijn. Een overgangsbepaling werd op voorstel van de Raad van State ingelast voor de accountants die op het moment van de oprichting werden ingeschreven op de ledenlijst van hun Instituut.

Ingevolge een opmerking van de Raad van State zal de gelijkwaardigheid van de bekwaamheid van de buitenlandse beroepsbeoefenaren geïnterpreteerd worden in functie van de bepalingen van het koninklijk besluit. Er moet evenwel rekening gehouden worden met de bijzondere situatie van personen die reeds sinds geruime tijd de toegang tot het beroep hebben verworven evenals van dezen die in opleiding zijn. Deze mogelijkheid is voorzien door de artikelen 12 en 18 van de achtste richtlijn waarnaar de tekst verwijst. Meer uitgebreide inlichtingen kunnen niet verstrekt worden, gelet op de grote verscheidenheid van concrete situaties die zich kunnen voordoen. De stagecommissie en de Raad zullen hun beslissing nemen zonder enige ongerechtvaardigde discriminatie.

Regels inzake plichtenleer en tucht

Er werd geen ingrijpende verandering aangebracht aan de regels die betrekking hebben op het verloop van de praktische stage en de plichtenleer. Uit de ervaring is gebleken dat de stagecommissie van

des Reviseurs d'Entreprises surveille effectivement le déroulement du stage et organise des exercices professionnels sous forme de travaux divers ou de séminaires de formation. Dès lors, il ne paraît pas nécessaire d'être plus précis dans un texte réglementaire.

Le système disciplinaire applicable aux reviseurs d'entreprises a été modifié par la loi du 21 février 1985. Le système applicable aux stagiaires doit être légèrement adapté à la situation particulière dans laquelle ceux-ci se trouvent. Selon la recommandation du Conseil supérieur du Revisorat d'Entreprises, il est prévu que la Commission du stage soit compétente en première instance et qu'un appel soit ouvert aux stagiaires sanctionnés devant la Commission d'appel de l'Institut.

Examen d'aptitude

L'examen d'aptitude prévu par l'article 4, 5° de la loi est conçu comme une épreuve destinée à vérifier la capacité des candidats à appliquer en pratique les connaissances théoriques dont ils ont dû faire preuve avant leur entrée en stage. L'organisation de cet examen s'inspire à la fois du régime antérieur de l'examen de fin de stage (A.R. du 8 septembre 1964 fixant le programme et les modalités de l'examen de fin de stage, et de l'expérience acquise par la Commission d'agrégation prévue par l'article 63 de la loi du 21 février 1985.

L'examen comporte deux épreuves : une épreuve écrite consistant dans la rédaction d'une note explicative sur un cas pratique de révision et une épreuve orale comportant une interrogation sur la pratique de la profession, les missions, les responsabilités et la déontologie des reviseurs.

Il importe que le candidat témoigne non seulement de sa capacité technique mais aussi de sa compréhension des besoins manifestés par les utilisateurs des rapports revisoraux et de son aptitude à faire face aux responsabilités sociales d'un reviseur d'entreprises. A cette fin, le jury désigné par le Conseil de l'Institut des Reviseurs comprendra une personne étrangère à la profession choisie en fonction de ses compétences particulières dans la vie économique et sociale.

Cet examen d'aptitude devra être présenté par tous les candidats même ceux qui ont été dispensés du stage. Toutefois, en ce qui concerne les personnes qui ont acquis dans un autre état de la CEE une qualité reconnue équivalente et vis-à-vis desquelles un régime de libre circulation doit être établi, ainsi que vis-à-vis des professionnels compétents d'autres Etats offrant au reviseur belge une réciprocité, il n'est pas nécessaire d'organiser des épreuves permettant de vérifier les connaissances professionnelles. Par contre, il demeure essentiel de s'assurer que ces personnes disposent d'une connaissance du droit belge suffisante pour l'exercice de la profession. Ce contrôle est d'ailleurs prévu par l'article 11 de la huitième directive.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires Economiques,

Ph. MAYSTADT

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre des Classes moyennes,

J. BUCHMANN

het Instituut der Bedrijfsrevisoren het verloop van de stage daadwerkelijk volgt en beroepsoefeningen organiseert in de vorm van diverse werkzaamheden en vormingsseminaries. Een nauwkeuriger verordende tekst lijkt dan ook overbodig.

De wet van 21 februari 1985 heeft het tuchtstelsel dat op de bedrijfsrevisoren toepasselijk is gewijzigd. Om tegemoet te komen aan de bijzondere positie waarin de stagiairs zich bevinden, moet het stelsel dat op hen toepasselijk is lichtjes worden aangepast. Overeenkomstig de aanbeveling van de Hoge Raad van het Bedrijfsrevisoraat, wordt bepaald dat de stagecommissie in eerste instantie bevoegd is en wordt in de mogelijkheid van hoger beroep bij de Commissie van beroep van het Instituut voorzien voor de stagiairs die een sanctie zouden opgelopen hebben.

Bekwaamheidsexamen

Het bekwaamheidsexamen dat wordt voorgeschreven in artikel 4, 5° van de wet is opgevat als een proef om na te gaan of de kandidaten in staat zijn om de theoretische kennis, waarvan zij voor de aanvang van de stage het bewijs hebben moeten leveren, ook in de praktijk kunnen toepassen. Het examen wordt ingericht op basis van het vroeger bestaande stelsel van het examen van eindstage (K.B. van 8 september 1964 tot vaststelling van het programma en de modaliteiten van het examen van eindstage) en ook van de ervaring die de Erkenningscommissie, voorzien in artikel 63 van de wet van 21 februari 1985, heeft opgedaan.

Het examen omvat een dubbele proef : een schriftelijk gedeelte waarbij de kandidaten wordt gevraagd een verklarende nota op te stellen over een praktisch toepassingsgeval inzake controle en een mondeling gedeelte waarbij zij worden ondervraagd over de praktijk van het beroep, de opdrachten, de aansprakelijkheid en de plichtenleer van de revisoren.

Belangrijk is dat de kandidaat het bewijs levert niet alleen van zijn technische bekwaamheid maar ook van zijn inzicht in de behoeften van de gebruikers van het revisorale verslag evenals zijn bekwaamheid om het hoofd te bieden aan de verantwoordelijkheid die de revisor heeft ten opzichte van het maatschappelijk verkeer. Met het oog daarop zal in de examencommissie, die wordt aangesteld door het Instituut der Bedrijfsrevisoren, een lid benoemd worden dat niet deel uitmaakt van het beroep, maar gekozen wordt op grond van zijn bijzondere bevoegdheid op economisch en sociaal vlak.

Het bekwaamheidsexamen is voor alle kandidaten verplicht, ook voor degenen die een vrijstelling van de stage hebben bekomen. Voor de personen die echter in een andere EEG-Lid-Staat een als gelijkwaardig erkende hoedanigheid hebben verkregen en ten aanzien van dewelke de regels van het vrije verkeer moeten gelden evenals voor de bekwame beroepsbeoefenaars van Staten die voor de Belgische revisoren de wederkerigheid voorzien, moet er geen proef worden georganiseerd om die beroepsbekwaamheid te toetsen. Daartegenover staat dat het wel van wezenlijk belang is na te gaan of dezen over een voldoende kennis van het Belgische recht beschikken om het beroep te kunnen uitoefenen. Dergelijke controle is trouwens voorgeschreven door artikel 11 van de achtste Richtlijn.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

Ph. MAYSTADT

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Middenstand,

J. BUCHMANN